

*Loi de l'impôt sur le revenu (n° 2)*

président, et c'est l'escompte compensé. Lorsque l'on n'est pas en mesure, au Canada, de fabriquer les produits, non pas parce que nous n'avons pas la matière première, la main-d'œuvre et le génie pour le faire, mais tout simplement parce que d'autres pays sont en mesure de les fabriquer à un moindre coût, et s'il faut se plier à cela et laisser nos propres entreprises mourir à cause de ce simple prétexte, c'est de la folie.

Par exemple, les industries comme celles du textile, au Québec, ont fermé leurs portes et ont diminué énormément leur production, exclusivement parce que le Canada est envahi par les produits textiles du Japon, de la Chine et de certains autres pays. Monsieur le président, cela est ridicule, quand on sait qu'il s'agit d'une de nos principales industries. Il est possible d'obvier à cela, tout simplement en accordant un escompte compensé qui peut être utile pour faire face à la concurrence étrangère, et Dieu sait que les autres pays peuvent la faire d'une certaine autre façon.

Quant à moi, je ne suis pas sûr du tout, lorsque j'achète un produit d'un pays étranger, que ce produit-là a coûté moins cher à fabriquer. J'ai beaucoup de difficulté à le croire, monsieur le président, surtout lorsqu'on sait pertinemment, au Québec en particulier, que les travailleurs touchent des salaires qui ne sont pas encore exorbitants, qui sont certes beaucoup moindres que ceux payés aux États-Unis. Il m'est difficile d'admettre qu'aux États-Unis, par exemple, on réussisse à produire à meilleur marché qu'au Québec; ce n'est pas toujours vrai.

D'ailleurs, nous ne sommes pas dans ces pays pour contrôler leur production et l'orientation du gouvernement. Il ne reste donc qu'une seule chose à faire: nous occuper de nos propres affaires. Nous devrions pouvoir contrôler tout ce qui provient de l'extérieur; nous pouvons savoir pertinemment tout ce que nous pouvons produire nous-mêmes et, en ce qui a trait aux produits qui, par conséquent, coûteraient beaucoup plus cher, produits tout de même essentiels, nous n'aurions tout simplement qu'à accorder au consommateur, par le biais évidemment de la consommation, un escompte compensé aux producteurs qui seraient intéressés.

● (1720)

Monsieur le président, quand on envisage globalement le problème de la réduction des impôts, c'est tout le problème de l'économie auquel nous devons faire face. On ne cesse de répéter que c'est à cause de l'inflation qu'on fait tout cela.

A un certain moment, le chômage augmente, parce qu'on lutte contre l'inflation. A un autre moment, si le gouvernement réduit ses dépenses budgétaires, c'est encore à cause de l'inflation, et s'il se produit des changements du taux de change des différentes monnaies, c'est toujours à cause de l'inflation.

J'ai en main un article que j'ai lu dans les numéros 3 et 4 de la revue *Le réveil du consommateur*, article qui traite de l'inflation, et je crois qu'il mérite d'être cité, afin qu'on puisse, une fois pour toutes, arrêter d'effrayer les gens avec des mots qui peuvent vouloir dire n'importe quoi. Je citerai cet article tantôt.

On dit aux gens de se serrer la ceinture, parce que nous sommes dans une période d'inflation. Je suis sûr que Baptiste, qui habite dans le fond du rang, ne comprend rien là-dedans, parce qu'il voit les carottes et les arbres qui continuent à pousser, et les vaches qui continuent à donner du lait. Il ne comprend pas qu'il y ait de l'inflation, qu'il soit obligé, à un certain moment, de se serrer la ceinture.

[M. Matte.]

Je vais donc citer l'article que je mentionnais tantôt, et qui a été écrit par M. Normand Brouillet. Voici:

L'inflation favorise-t-elle les intérêts des travailleurs? Après ce bref tour d'horizon des origines et des causes de l'inflation tenace qui caractérise l'économie, après avoir constaté, jusqu'à un certain point, que les gouvernements ont à choisir entre un taux d'inflation raisonnable et un chômage élevé d'une part, ou une hausse des prix plus rapide, accompagnée d'un chômage plus faible et ce, de par le jeu de son influence à la baisse ou à la hausse sur la demande, il nous reste à établir quelle situation économique est la moins préjudiciable à l'ensemble des travailleurs. Dans la situation actuelle, nous croyons que l'inflation témoigne surtout du rapport de force à l'intérieur duquel travailleurs et patrons luttent pour l'appropriation de la plus grande part possible du revenu national. Et, nous estimons qu'un contexte inflationniste favorise davantage les intérêts des travailleurs qu'une situation de chômage intense. Tout d'abord, parce qu'un travailleur en chômage ne dispose d'aucun pouvoir réel dans une société comme la nôtre. Il se trouve isolé, sans possibilité de mettre à profit la seule force économique dont il dispose, soit sa force de travail.

C'est un peu la même chose que nous disons quand nous favorisons tout ce qui peut augmenter le pouvoir d'achat des gens, et l'inflation, nous ne la craignons pas, nous, et, pour en faire foi, je poursuis la citation:

Ainsi, l'inflation permet, non seulement aux travailleurs qui sont employés, de poursuivre l'amélioration de leur niveau de vie, mais encore à un plus grand nombre de travailleurs (le taux de chômage étant généralement plus faible en période inflationniste) de profiter de la croissance économique nationale.

Monsieur le président, pour conclure, je citerai maintenant un extrait de la même revue, qui est tiré du livre intitulé «Les conséquences de l'inflation: mythes et réalités», de M. J. Dépatie. Voici:

Bref, l'inflation ne nous apparaît pas aussi désastreuse pour l'ensemble des travailleurs que l'on essaie trop souvent de nous le faire croire. Car, en définitive, ceux qui y perdent le plus, ce sont ceux qui ont prêté de l'argent, qui voient la valeur absolue de leurs prêts diminuer. Or, les prêteurs, dans notre système, ce sont les banques, les trusts, les compagnies de finance, etc... Ce sont eux qui ont intérêt à voir l'inflation maintenue au minimum. C'est, dans le fond, au profit de cette minorité que le gouvernement combat, avec acharnement, l'inflation, même les entreprises de production pouvant s'adapter aux hausses de coût par des hausses de prix correspondantes.

Monsieur le président, il est temps que nous disions certaines vérités élémentaires, que nous constatons, comme tout le monde, d'ailleurs; qu'on continue d'entretenir et de faire circuler à travers la population certaines rumeurs, ce qui énerve les gens. Et c'est ainsi qu'on réussit à faire accepter le chômage et à justifier toutes sortes de mesures inefficaces.

Par exemple, lorsque nous demandons pourquoi on ne verse pas la pension de sécurité de la vieillesse à 60 ans, on répond que cela coûterait un milliard de dollars. Qu'est-ce que cela peut bien faire, quand nous avons toutes les possibilités en ce pays de fabriquer des produits pour des centaines de milliards? Quel mal y aurait-il à mettre entre les mains des gens pour un milliard de plus de pouvoir d'achat?

Monsieur le président, je crois qu'il serait temps d'établir de véritables priorités dans le domaine économique, et je voudrais, en terminant mes remarques, exprimer mon accord avec le ministre des Finances, qui dit que la solution de la diminution des impôts sur le revenu des corporations pourra favoriser la création d'emplois et amener toutes sortes de bonnes choses au pays. Je veux bien y croire, et je le souhaite. Voilà pourquoi je ne suis pas contre le bill C-192, mais je sais fort bien qu'il ne règlera en rien les problèmes fondamentaux auxquels nous avons à faire face. Pour y remédier, il faudra faire appel à des principes de politique économique sains et logiques comme ceux que nous proposons.